

PARIS  
1 franc 50 cent.

PAR MOIS.  
—  
[DÉPARTEMENTS]  
3 fr. par mois

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et  
16 de chaque mois.

# LA TRIBUNE

## DE LA LIBERTÉ.

INSERTIONS.

75 centimes la ligne.

Des lettres non affranchies sont  
sévèrement refusées.

J. H. GERALDON, DIRECTEUR-GÉRANT.

BENJAMIN LAROCHE, RÉDACTEUR EN  
CHEF.

On s'abonne à Paris, au bureau du journal, 16, rue de Seine-Saint-Germain.

### SOMMAIRE.

M. Emile Thomas et les ateliers nationaux. — Séance de l'Assemblée nationale. — Nouvelles de ce qui s'est passé aujourd'hui. — Un agent suspect. — Nouveaux détails sur Blanqui. — Nouvelle candidature. — Lettre importante de Barbès. — Lettre du citoyen Trélat relative au citoyen Emile Thomas. — Lettre d'Emile Thomas à sa mère. — Explications données par M. le ministre sur l'affaire de M. Emile Thomas. — L'Assemblée refuse d'entendre la lecture d'une lettre de Louis-Napoléon. — Accusations accablantes contre un commissaire central du Gouvernement. — Troubles à Louviers. — Nouvelles des départements. — Nouvelles de l'étranger. — Nouvelles diverses. — Cours de la Bourse.

## Paris, 29 Mai.

### M. Emile Thomas et les ateliers nationaux.

L'institution des ateliers nationaux n'était que provisoire; c'était un remède de circonstance appliqué à une situation tout exceptionnelle. Il est temps que la situation normale se rétablisse, que le travail régulier reprenne son cours.

La prolongation des ateliers nationaux ouvrirait dans nos finances un déficit qu'il ne serait plus possible de combler, et qui conduirait infailliblement l'Etat à la banqueroute. La dépense qu'ils occasionnent n'est pas moindre de 200,000 fr. par jour. Nous applaudissons donc aux mesures que prend l'autorité pour faire cesser un état de choses qui ne saurait se prolonger plus longtemps sans un grave péril pour nos finances.

Mais la suppression des ateliers nationaux doit être accompagnée de mesures qui en atténuent l'effet désastreux pour les ouvriers honnêtes, sans ouvrage, et qui sont dans l'impossibilité absolue de s'en procurer.

C'est ici que nous conseillerions à l'autorité l'emploi d'un moyen dont l'application, il y a trois mois, eût empêché la crise que le travail a subie, et qui en ce moment pourrait encore l'atténuer.

Au lieu de salarier les ouvriers pour exécuter un travail inutile et sans but, comme tous ceux qu'ils ont exécuté jusqu'à ce jour dans les ateliers nationaux, il conviendrait d'entrer dans une voie toute contraire, et de n'appliquer les forces des travailleurs qu'à l'exécution de travaux utiles, laissant après eux un résultat positif et appréciable. Pour cela deux moyens se présentent. Le premier consisterait à créer sur diverses lignes de chemins de fer actuellement en construction, des travaux de terrassements sur lesquels seraient dirigés tous les travailleurs nationaux indistinctement. Le second serait de classer par profession; d'ouvrir à cet effet un registre dans chaque mairie, et d'inviter tous les chefs d'industrie à en prendre connaissance pour se procurer dans chaque branche de travail, le nombre d'ouvriers qui leur est nécessaire.

Il n'est pas vrai que des ouvriers employés dans les ateliers nationaux refusent l'ouvrage qui leur est offert dans les ateliers particuliers, préférant ainsi le salaire inférieur de l'Etat au salaire supérieur payé par l'industrie privée. Ce n'est pas autre chose que le calcul de la paresse qui préfère gagner peu sans travail à gagner beaucoup en travaillant. Ce calcul doit être déjoué, et tous les ouvriers probes et laborieux applaudiront aux mesures qui seront prises dans ce but.

Tout ouvrier qui aura refusé le travail offert dans un atelier particulier, devra être irrévocablement retranché des ateliers nationaux. Il ne faut pas que l'argent de l'Etat serve de prime à la paresse. L'Etat, du reste, pourra demeurer juge des conditions qui seront faites par l'entrepreneur à l'ouvrier, et stipuler en faveur de ce dernier un salaire convenable.

Une seconde mesure, qui n'est pas moins urgente, c'est de désencombrer les ateliers nationaux de la capitale, en renvoyant dans leurs départements respectifs tous les travailleurs qui ne pourront pas prouver une résidence de six mois au moins.

On sait qu'il y a, en outre, parmi les ouvriers embrigadés, beaucoup de repris de justice et de condamnés libérés.

L'humanité ne permet pas de retirer subitement à ces hommes les ressources dont ils jouissent, sans leur offrir un équivalent; ce sera les rejeter dans le crime, le leur rendre nécessaire, indispensable. Quand un homme a subi la peine que la justice lui a infligée, il a expié sa faute, et la société doit le traiter comme ses

autres membres. Nous ne voudrions donc pas qu'on écartât impitoyablement ces hommes des ateliers nationaux; nous voudrions qu'on leur appliquât la règle commune, qu'on dirigeât sur leurs départements ceux qui sont étrangers à la capitale, et qu'on continuât à secourir les autres aux frais de l'Etat jusqu'à ce qu'une occupation fructueuse pût leur être procurée.

L'Assemblée nationale a entendu aujourd'hui le rapport de son comité des travailleurs. Les moyens que le comité propose sont de substituer le travail à la tâche au travail à la journée, et de diriger vers leurs départements respectifs, les ouvriers nationaux étrangers à la capitale. Ces mesures sont bonnes; mais nous croyons qu'on les compléterait en y ajoutant celles que nous venons d'indiquer.

Quoi qu'il en soit, des faits graves se sont produits à la suite de l'annonce des mesures que l'Assemblée nationale et le Gouvernement se proposent d'adopter pour arriver à une prompt solution de cette question compliquée. Nous allons donner le récit exact et détaillé de ces faits.

### Détails concernant l'affaire de M. Emile Thomas.

Les bruits les plus contradictoires continuent à circuler sur la disparition subite ou l'arrestation de M. Emile Thomas, commissaire de la République et directeur des ateliers nationaux.

Hier soir, en même temps qu'on apprenait le départ de M. Emile Thomas, chargé d'une mission, le ministre des travaux publics faisait afficher dans Paris la proclamation suivante :

« Le Gouvernement s'occupe de préparer, pour la réorganisation des ateliers nationaux, des mesures qui sont devenues nécessaires.

« Des erreurs, aussi préjudiciables aux intérêts de l'Etat qu'à ceux des véritables travailleurs, ont été commises au milieu de la précipitation avec laquelle on a été obligé de faire les premiers embrigadements.

« Il en résulte que des hommes qui ont des ressources particulières ont été admis au bénéfice de l'inscription. D'autres se sont fait inscrire plusieurs fois sous des noms supposés, et sont parvenus à toucher plusieurs salaires. La place due à des ouvriers méritants a été ainsi occupée souvent sans droits réels ou même par des moyens frauduleux. Il serait donc à craindre que ces dépenses abusives ne permissent pas à l'Etat de continuer, ainsi qu'il en a la ferme intention, d'assurer le travail de la population ouvrière.

« Dans cet état de choses, il est nécessaire de procéder à un nouveau recensement. Bien loin d'entraver cette mesure, les travailleurs voudront y concourir, parce qu'elle est juste, et que, loin de porter atteinte à leurs droits, à leur position, elle est avant tout dans leur propre intérêt.

« Le Gouvernement n'aura pas en vain fait appel à leurs sentiments d'honneur et de loyauté; il compte sur eux comme ils peuvent compter sur lui.

« Le ministre des travaux publics,  
« TRÉLAT. »

Voici une lettre publiée aujourd'hui par les journaux et datée de vendredi :

« Monsieur le ministre,  
« Des termes de l'arrêté en date de ce jour, émanant de votre administration, instituent entre vous et moi l'autorité directoriale d'une commission des actes de laquelle je ne puis accepter la responsabilité, puisque je n'en connais pas les intentions. Ma ligne invariable de conduite a été et sera toujours de conseiller aux ouvriers la sagesse, aux gouvernants la prudence en même temps que l'énergie indispensable en cette époque de rénovation politique et sociale; mais d'abord et avant tout, d'obéir à ma conscience et de garder mon libre arbitre.

« Ce libre arbitre étant retiré, je dois, monsieur le ministre, malgré mon dévouement et l'affection que je porte à votre personne, à celle même de plusieurs membres de la commission,

considérer les termes de l'arrêté comme une destitution que j'accepte avec d'autant plus de plaisir, qu'elle me permet de rentrer dans la vie privée, et me rend mes droits et mes devoirs de simple citoyen.

Signé Em. THOMAS.

« 26 mai. »

### On lit dans le Moniteur :

« M. Emile Thomas, directeur des ateliers nationaux, a reçu du gouvernement une mission pour Bordeaux, et il est parti hier de Paris. Cette nouvelle a causé quelque agitation aujourd'hui, parmi les ouvriers du bureau central qui est établi dans le parc de Monceaux. Le ministre des travaux publics s'y est transporté, et il y est resté plusieurs heures pour calmer les esprits. Ce soir, l'effervescence est apaisée et le nouveau directeur, M. Léon Lallande, ingénieur des ponts et chaussées, a pu être installé sans aucune résistance. Nous espérons que cette agitation sera passagère, et l'on ne comprendrait pas qu'elle se prolongeât. Le gouvernement est animé des sympathies les plus sincères et les moins contestables pour les travailleurs, et ils ne sauraient en douter. S'il pense à supprimer les ateliers nationaux, qui ne peuvent en effet subsister, il sait aussi quelle réserve et quelle sollicitude méritent les souffrances de tant d'ouvriers qui, privés de travail depuis longtemps, trouvent un salaire à peine suffisant dans les ateliers que l'Etat leur tient ouverts. Une commission spéciale, nommée par l'Assemblée nationale, s'applique en ce moment, de concert avec le pouvoir exécutif, à trouver des ressources nouvelles, et le gouvernement ne songe à prendre aucune mesure sur les ateliers nationaux avant que des débouchés assurés et nombreux puissent être offerts aux ouvriers honnêtes et laborieux. Mais si le désordre venait malheureusement à s'accroître, si de coupables intrigues pouvaient prévaloir près des travailleurs et les égarer, l'autorité se verrait contrainte, par les plus impérieux devoirs, à user de la puissance qui lui est confiée, et à garantir par des mesures énergiques la complète exécution des ordres qu'elle aurait cru devoir donner. »

Cette lettre a été envoyée à un journal du soir par un des amis et des collègues de M. Thomas, avec les lignes suivantes :

Paris, le 28 mai, dimanche.

« Citoyen rédacteur,

« Je lis dans votre numéro d'hier que M. Emile Thomas n'a pas été en état d'arrestation et qu'il a accepté une mission pour Bordeaux.

« Une lettre de M. Emile Thomas, écrite au crayon, et qui paraît avoir été jetée sur le pavé, est arrivée hier et est entre les mains de sa mère; elle annonce qu'il a été forcé de donner sa démission, et qu'il est accompagné de deux agents ayant l'ordre de ne le quitter qu'à Bordeaux.

« Quant à M. Trélat, il n'a pas été retenu en otage, et tout renseignement qui serait dans ce sens, de quelque part qu'il vienne, est faux, et paraît n'avoir pour but que de justifier une mesure de prise d'armes, qui est aussi inconcevable que la disparition de M. Thomas.

« Nous attendons, citoyen, de votre justice bien connue, la publication de cette lettre.

« Dans de pareilles circonstances, la vérité racontée par un témoin oculaire doit être bien accueillie.

« Salut et fraternité.

CHAPPON.

« Ingénieur civil, élève de l'Ecole centrale.

Voici maintenant une lettre adressée par M. Thomas à sa mère :

« Chartres, le 27 mai 1848.

« Ma chère mère,

« Je t'écris, comme je te l'avais promis, de Chartres; voici toute l'affaire : Arrivé hier au soir chez le ministre, il me demande de lui donner sur-le-champ ma démission et m'annonce que je vais partir immédiatement en mission à Bordeaux et à



Bayonne. D'explications aucunes, et il m'est pareillement interdit d'aller te dire adieu, ni même de sortir de l'hôtel, tout cela est infiniment de politesse et d'apparence d'amitié.

« J'écris ma démission, je la copie, j'en adresse le double à Pierre, une lettre à toi et une à Fontaine. M. Boulange a dû te porter ces trois lettres hier au soir, du moins il m'en a donné sa parole d'honneur. On me donne un passe-port, et je monte en voiture à dix heures et demie avec deux officiers de paix, qui ont pour moi les plus grands égards, et n'ont d'autre mission que de certifier au gouvernement que je suis arrivé à Bordeaux. Là, j'ai des lettres pour le préfet de la Gironde et celui des Landes, et une mission très-honorable sans doute, mais qui n'est évidemment qu'un prétexte; le motif véritable n'est, je crois, que celui-ci :

« J'ai, comme tu le sais, déclaré que si on prenait des mesures que je jugeasse imprudentes pour la tranquillité publique, je me retirerais pour n'en pas supporter la responsabilité, mais que j'en appellerais au moins à l'Assemblée nationale.

« Je sais bien qu'on a violé ma liberté sans motifs rationnels, mais j'ai dû obéir parce que je veux, avant tout, être bon citoyen et ne jamais devenir un brandon de discorde.

« Signé E. THOMAS. »

Un journal du matin publie la lettre suivante :

« 27 mai 1848.

« Monsieur le ministre.

« Nous avons l'honneur de vous faire connaître le résultat de la mission que nous venons de remplir auprès des personnes chargées de la direction des ateliers nationaux.

« Ces messieurs nous ont déclaré que la situation résultant du dernier acte du Gouvernement envers M. Emile Thomas les plaçait vis-à-vis des ouvriers des ateliers nationaux dans une situation telle qu'il leur était impossible d'accepter la responsabilité des circonstances qui pourraient se produire immédiatement; qu'ils étaient dans la nécessité de protester contre ce que cette mesure avait d'imprévu et de secret; que le secret, même dans cette circonstance, légitimait leur inquiétude et leurs protestations; que néanmoins, et justement à cause de l'extrême gravité des circonstances, ils offraient leur concours, et qu'ils feraient tous leurs efforts, en continuant leurs fonctions, pour maintenir l'ordre et le calme parmi les ouvriers. Ils ont enfin déclaré que ce concours, ils ne le donneraient qu'à la condition qu'ils seraient purement désintéressés pour eux comme pour M. Emile Thomas; ils demandent à en être exonérés le plus tôt possible, leur volonté n'étant pas de faire partie d'une organisation nouvelle dans laquelle les conditions d'influence et d'autorité qu'ils ont eues jusqu'à ce jour sur les ouvriers seraient atténuées par les actes, irréparables peut-être, qui ont eu lieu.

« Dans tous les cas, ils demandent que le premier acte du Gouvernement soit de constater par une proclamation l'appréciation des services rendus par M. Emile Thomas; ils demandent également qu'ils soient mis à même d'acquiescer directement la preuve que c'est en toute liberté que M. Emile Thomas a accepté la mission dont on le dit chargé, et que son libre arbitre lui soit complètement laissé pour son retour dans sa famille, si cela lui convient.

« En résumé, nous avons trouvé parmi ces messieurs la volonté unanime de rendre, dans la situation critique des ateliers, tous les services que le dévouement le plus désintéressé puisse inspirer; mais nous avons également reconnu qu'un acte de réparation, susceptible de maintenir M. Thomas au rang qu'il a pris dans l'estime publique, soit par ses services personnels, soit par son dévouement qu'il a su inspirer autour de lui, était la condition formelle de leur concours; que cet acte, pour satisfaire pleinement le sentiment des hommes qui protestent contre les formes qui ont présidé à l'éloignement de M. Emile Thomas, devraient être immédiatement publié

« Signé POLONCEAU, S. FLACHAT,  
« ingénieur en chef. ingénieur. »

Voici la pétition que les ouvriers des ateliers nationaux sont invités à signer :

« Citoyens représentants, membres du pouvoir exécutif,

« Au nom de tous les travailleurs des ateliers nationaux, nous venons protester contre un acte illégal et attentatoire aux principes de la vraie République.

« Le citoyen Emile Thomas, commissaire de la République et directeur des ateliers nationaux, que nous regardons tous comme notre père, vient de nous être enlevé clandestinement, par un ordre du ministre des travaux publics, nous a-t-on dit.

« Pas une heure seulement ne lui a été accordée pour faire un dernier adieu peut-être à sa grande famille.

« Quelle que soit sa retraite, quels que soient les faits qui aient motivé

cet acte de violence envers sa personne, nous venons vous prier instamment, citoyens représentants, de nous en donner connaissance.

« Nous ne pensons pas qu'un gouvernement républicain puisse nous imposer tel ou tel directeur, non élu par nous, et à la majorité.

« En conséquence, si le citoyen Emile Thomas n'a pas démerité par ses actes, nous venons tous, et d'un commun accord, le redemander à notre tête.

« Le droit sacré d'élection que nous avons conquis sur les barricades de Février, nous donne l'espérance, citoyens représentants du peuple, que vous voudrez bien le faire toujours respecter.

« Nous réclamons de vous, comme une faveur, que le ture soit faite de notre pétition à l'Assemblée nationale, et nous ne doutons pas qu'elle soit accueillie par ses membres le plus favorablement.

« Salut et Fraternité. »

L'affiche suivante était placardée aujourd'hui sur les murs de Paris.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Citoyens,

Quelques personnes malveillantes faisant circuler sur le compte du citoyen Emile Thomas, des bruits attentatoires à son honneur, nous croyons devoir donner connaissance au public, de la lettre ci-après écrite par M. Trélat, ministre des travaux publics, à la commission chargée de faire un rapport sur les ateliers nationaux, lettre qui donne un démenti à toutes les attaques dirigées contre le citoyen Emile Thomas.

« Citoyens,

« Je me hâte de répondre à votre rapport; il n'y a rien ici dans la mesure prise à l'égard de M. Emile Thomas, qui puisse porter atteinte à son honneur et lui diminuer la justice rendue à ses services.

« Ce que vous avez obtenu de MM. les élèves des écoles centrales ne me surprend pas; le pays attend d'eux de longs services; ils ne peuvent méconnaître combien il importe que tous les efforts s'unissent pour diminuer et guérir les souffrances qui se font sentir.

« Veuillez, je vous prie, Messieurs, recevoir mes remerciements pour l'empressement que vous avez mis à remplir votre mission, et l'assurance de mes sentiments dévoués.

« TRÉLAT. »

Nous croyons devoir nous abstenir de toutes réflexions; nous avons voulu seulement contredire les bruits malveillants répandus sur le citoyen Emile Thomas.

Nous engageons les travailleurs au calme, au respect de l'ordre et à se souvenir qu'en citoyens républicains, ils ont le droit de pétition pour réclamer contre toute mesure qui leur semble injuste et inique.

Salut et fraternité.

Un des chefs des ateliers nationaux.

### Nouveaux détails sur l'arrestation de Blanqui.

« Depuis plusieurs jours des renseignements précis signalaient la présence de Blanqui à Paris. Dans la journée, les membres du pouvoir exécutif furent informés qu'il avait reçu asile rue Montholon, 14, chez M. Danne. M. le commissaire de police Yon reçut des ordres par suite desquels il se transporta, accompagné de ses agents, rue Montholon. Sur l'indication du concierge, il se dirigea vers l'appartement de M. Danne, et tout d'abord une circonstance attira son attention. L'escalier dans lequel il se trouvait s'arrêtait au second étage, et cependant la maison qu'il avait soigneusement examinée de l'extérieur indiquait l'existence d'un troisième étage.

« Après avoir fait cette remarque, le commissaire de police frappa à la porte qui lui fut aussitôt ouverte; il trouva dans l'appartement M. et madame Danne, auxquels il fit connaître l'objet de sa mission. Tous deux protestèrent énergiquement contre la supposition qu'ils avaient pu donner asile à Blanqui, qu'ils déclarèrent ne pas connaître. Les époux Danne étaient parfaitement calmes, aucun indice ne paraissait révéler en eux la moindre préoccupation; ils s'offrirent même à visiter toutes les parties de leur appartement.

« M. Yon, qui aurait certainement procédé à cette visite sans l'autorisation qui lui était donnée, parcourut les différentes pièces et n'y découvrit rien; cependant, arrivé en face d'une petite porte, il demanda quelle était la destination de cette porte. Madame Danne lui répondit qu'elle donnait accès à un cabinet où se trouvait déposé le linge sale.

« Pour s'assurer de la réalité de l'indication, le commissaire de police ouvrit, et, au lieu d'un cabinet noir, il trouva un escalier très-rapide qui conduisait à l'étage supérieur. Sur son invitation, madame Danne le précéda dans cet escalier, au haut duquel existait un corridor obscur, où il s'engagea après avoir pris

la précaution de se faire précéder encore par madame Danne. Ce corridor aboutissait à une porte, laquelle, rapidement ouverte, plaça M. Yon en face de Blanqui, qui, en ce moment, se trouvait à table avec deux de ses amis.

« Blanqui, ainsi que ses amis, n'avaient aucune arme; il protesta contre l'arrestation dont il était l'objet. « C'est donc vous, dit-il au commissaire de police, qui, après avoir arrêté les patriotes sous la monarchie, en arrêtez encore sous la République? — Oui, répondit M. Yon, je viens vous arrêter. Si vous faites résistance, je n'ai qu'à frapper du pied, et la garde nationale, qui est en bas, sera ici dans un instant. Voici le mandat que je suis chargé d'exécuter; suivez-moi. »

« Blanqui, comprenant que toute lutte était inutile, se borna de nouveau à protester contre son arrestation. Il fut placé dans un fiacre et conduit à la préfecture de police, et là on lui offrit du vin, qu'il refusa. Il aperçut, déposé dans la salle où il se trouvait, un bidon rempli d'eau; il le prit et but.

« Le pain qui lui fut donné a été examiné par lui avec une grande attention, et c'est seulement après avoir coupé toute la superficie de la mie qu'il en a mangé.

« Au milieu de la nuit, Blanqui a été extrait de la préfecture de police et conduit au fort de Vincennes. »

Dès cinq heures du matin le rappel a été battu aujourd'hui dans les diverses légions de la garde nationale, à l'occasion de la protestation qui avait été annoncée par les ouvriers des ateliers nationaux. Ces troubles prennent leur source dans l'enlèvement subit de M. Emile Thomas et dans la mesure arrêtée par l'Assemblée nationale pour la réorganisation des comités.

A huit heures et demie du matin, la 10<sup>e</sup> légion arrive sur le quai d'Orsay, où elle s'arrête.

Les escaliers, le vestibule et les jardins de la Chambre sont occupés par le 75<sup>e</sup> et le 59<sup>e</sup> de ligne. Le 54<sup>e</sup> est posté dans les cours et dans l'intérieur de la Chambre.

On a fait comprendre aux ouvriers qu'il fallait dans l'intérêt de l'ordre, éviter ces grandes démonstrations publiques qui n'avaient, dans les circonstances actuelles qu'un résultat fâcheux pour tous. Il a donc été arrêté qu'on s'en tiendrait à adresser au Gouvernement une pétition signée de plus de 100,000 individus.

De nombreuses compagnies stationnent au Luxembourg, à l'Hôtel de Ville, au Louvre, au Palais-National et dans diverses mairies.

La tranquillité la plus parfaite règne partout. Personne ne pense à troubler l'ordre, si ce n'est les alarmistes.

La Réforme publie la lettre suivante :

« Ami rédacteur,

« Mon manque de communication avec l'extérieur me fait apprendre aujourd'hui seulement que le brave colonel Rey a été aussi de complicité avec les hommes du peuple qui sont entrés à l'hôtel de ville dans la soirée du 15 mai, et que, par suite de cette inculpation, il a été cassé de ses fonctions, arrêté et mis en prison.

« L'histoire est pleine d'actes d'iniquité, mon ami; mais, devant Dieu et devant les hommes, j'affirme qu'il n'en est pas de plus flagrant que celui qui vient de frapper le citoyen Rey.

« Loin de pactiser avec la tentative, cet homme de cœur était précisément, était pour tous le seul danger à craindre en approchant de l'hôtel de ville.

« On le savait (sans parler de son courage à toute épreuve) capable de n'obéir qu'à son devoir de soldat.

« Et, en effet, lorsqu'on arriva devant la grille, on le vit, ayant fait ses préparatifs de défense, sommer les assaillants, avec menace de faire feu, de renoncer à leurs projets. C'est moi qui lui ai parlé, et que Dieu me pardonne, c'est moi qui l'ai trompé en lui assurant, ce que je croyais moi-même la vérité, que l'Assemblée était dissoute, et qu'il n'existait plus d'autre pouvoir que celui de la foule qui m'entourait.

« Cependant il ne m'écoutait pas, et à mes pressantes sollicitations, à mes prières de céder à la volonté du peuple, et de ne pas engager un parrieide conflit, il ne répondait que par l'obstination de ses refus, lorsque la porte s'est ouverte sous les efforts de la foule.

« Et c'est ce trop dévoué serviteur, c'est cet homme qu'à peine entré dans l'hôtel-de-ville je m'empressai, moi, dans l'intérêt de la nouvelle autorité qui m'était confiée, de faire détenir, comme ennemi, que les chefs vainqueurs osent accuser de trahison!

« Pauvre Rey! tu leur avais sacrifié jusqu'à ta popularité parmi nous! Console-toi, ton honneur d'homme et de soldat, il ne dépend de personne de te l'ôter.

« Adieu! puissent les paroles d'un ami qui fut un instant posé devant toi en adversaire, te parvenir dans ton cachot.

« Et toi, citoyen rédacteur et ami, veuille donner connaissance de ma déclaration au public.

« Salut et fraternité.

« A. BARBES.

« Donjon de Vincennes, le 26 mai 1848. »

### BULLETIN DE L'ÉTRANGER.

ITALIE. — On écrit de Turin, le 24 mai :

« Le ministère a présenté aujourd'hui au sénat de Turin la loi relative à l'union de Plaisance, adoptée hier par la chambre des députés. Nous espérons que le sénat s'empressera de voter cette loi très-urgente. » (Il Risorgimento.)



— On lit dans la *Gazette piémontaise* du 24 mai les nouvelles suivantes de l'armée :

« Du quartier-général de Somma-Campagna  
Le feu de nos batteries contre Peschiera a duré tout le jour. Le roi y a assisté plusieurs heures et a eu lieu d'être satisfait de la précision avec laquelle nos canonniers ont tiré, et de l'effet produit, soit contre les canons de la place, soit contre les maisons les plus apparentes. L'incendie s'est déclaré dans quelques-unes, et principalement dans celle occupée par la mairie, ce qui a vivement préoccupé l'attention de la garnison. Le duc de Gènes n'a pas un seul instant abandonné la place du combat. Il est inutile de dire que sa présence a fortement contribué à ce que les choses marchassent bien. Le général Chiodo l'a bien secondé.

« Le chef d'état-major général,  
« SALASCO. »

— On lit dans le même journal, sous la date de Milan, le 22 mai :

« On nous écrit de Gènes, le 21 de ce mois, que 15,000 fusils commandés à Marseille sont en route et peut-être même déjà arrivés à Milan. Il se prépare, en outre, un matériel de guerre, en France, destiné à Milan.

« Les comités de Padoue, de Trévise, de Rovigo et de Vicence ont publié la loi du 12 de ce mois du gouvernement central de la Lombardie pour l'ouverture des registres de réunion au Piémont et au Milanais. C'est un nouveau triomphe pour la cause de l'union et de la fraternité italiennes.

« Trévise continue à se défendre énergiquement. Le marquis d'Azeglio, aide de camp du général Durando, a annoncé que le général Durando aurait adopté un plan qui serait de nature à favoriser encore plus la résistance et à empêcher les progrès de l'armée ennemie.

« Des lettres du consul sarde à Ancône, en date du 19 de ce mois, annoncent que le pyroscaphe, le *Malitano*, était arrivé dans ce port à cinq heures du soir, apportant la nouvelle que toute l'escadre sarde, composée du *San-Michel*, du *Des Geneys*, *Berollo*, *Daino*, *Stafetta*, l'*Aquila* et le bateau à vapeur le *Tripolo*, devait arriver à Ancône le lendemain 20, au point du jour.

« Une première colonne des Autrichiens qui ont été faits prisonniers dans les glorieux combats de notre armée en Lombardie est arrivée à Turin.

« La *Gazette de Milan* du 22 mai donne, d'après des lettres particulières, les nouvelles suivantes de Venise :

« Ici on commence déjà à recueillir les fruits des efforts de notre gouvernement. En moins de deux mois, tous les forts de Venise (qui avant étaient dans un état déplorable et presque totalement abandonnés) ont été mis en état d'opposer la plus vive résistance. Dans la seule place de Venise et dans les forts adjacents, il y a au moins 4,500 à 5,000 hommes de troupes organisées et instruites. Nous savons de source certaine que dans le Cadore les populations se sont insurgées de nouveau, et se battent avec les Autrichiens. Ces derniers trouvent partout de grands obstacles. On rapporte que les Autrichiens ont commencé, le 15 et le 14, à bombarder Palma; que Zucchi, par un stratagème, ayant pu les attirer près des remparts, en avait fait un massacre effrayant.

« On lit dans l'*Alba* de Florence, en date du 21 mai :

« Ce matin, une foule de peuple, précédée de drapeaux tricolores, s'est rendue sur la place de San Gaetano, où habitent les commissaires du gouvernement sicilien, afin de donner à ces derniers une preuve publique de l'estime et de la sympathie que la Toscane professe et a toujours professée pour cette île, patrie de tant de héros; et pour renouveler plus particulièrement à M. Guiseppe Laffina, qui depuis si longtemps vit parmi nous, les témoignages de tous les sentiments qu'il a su nous inspirer. M. Guiseppe Laffina fut contraint de se mettre au balcon, où il fut accueilli par les cris de : Vive la Sicile ! vive l'envoyé du gouvernement sicilien ! vivent nos frères ! »

« On lit dans le *Risorgimento* de Turin, en date du 24 mai :

« On disait hier que Radetzky avait envoyé une dépêche au roi; mais on ne pouvait dire quel en était le contenu. M. Laffina, capitaine d'état-major, est, dit-on, également parti de Somma Campagna pour Vérone, avec une mission.

« Le *Risorgimento* donne l'extrait suivant d'une lettre particulière écrite sous Peschiera, en date du 21 :

« Je suis depuis deux jours sous Peschiera avec ma batterie. La chose ne finira pas aussi vite, car mes forces sont inférieures en artillerie à celles de l'ennemi : ceux qui croient si facilement s'emparer de Peschiera me font rire. Cette place me paraît à moi plus forte qu'Anvers, et certainement plus difficile que Vérone où déjà, si nous y étions, nous aurions sans doute remporté quelque avantage; sans toutes les jalousies qui règnent ici, peut-être serions-nous à cette heure maîtres du pays et peut-être même encore de quelque autre forteresse. Jusqu'à présent, nous n'avons eu que 5 soldats tués, et cela du même coup, dans la batterie Scati. Le capitaine Ricotti a été blessé, mais si légèrement qu'il n'a pas quitté sa batterie. Les ennemis ont eu 5 pièces démontées et, à ce qu'a rapporté un déserteur, de 15 à 20 morts et blessés. »

« On lit dans la *Gazette piémontaise* du 25 mai,  
Naples, 19 mai 1848.

Trois palais ont été la proie des flammes y compris le plus beau. Les archives sont détruites. Le consul sarde s'est mis sous la protection du consul français.

Hier on a relâché presque tous les prisonniers arrêtés dans l'affaire du 15.

On connaît actuellement le nombre des victimes. Le cimetière avait reçu, le 16, à midi, 1,777 cadavres, dont 450 soldats.

On ne connaît pas encore le nombre des blessés.

Les Français ont demandé une indemnité de 50,000 francs. Le gouvernement a promis de satisfaire à cette demande.

Voici le résumé des derniers décrets :

Naples est en état de siège.

La garde nationale de la ville est dissoute.

Les chambres sont dissoutes.

Un conseil de guerre est constitué pour juger les coupables; il ne l'est pas depuis le 15 seulement, mais bien du 1<sup>er</sup> du mois.

Il ne paraît plus qu'un journal officiel. Les boutiques sont fermées. On a réclaté les 4,000 hommes partis pour la Lombardie.

Du 21. — Nous sommes plus tranquilles. La ville est parcourue par de nombreuses patrouilles fortes de 20 à 50 hommes; si on s'approche trop près d'elles, on risque de se faire insulter. L'impudence des soldats est au comble.

Les décrets du gouvernement se multiplient spontanément. Il est toujours question de sa sécurité personnelle.

On ne sait rien de la province. Le télégraphe est détruit.

Les vaisseaux français contiennent beaucoup d'émigrés; ils sont bien accueillis et bien traités par les équipages.

— Le nombre des morts s'élève en ce moment à plus de 1,900.

Le roi, pour remercier ses troupes de leur dévouement à son égard, leur accorde un mois de leurs économies.

## BULLETIN DES DÉPARTEMENTS.

On lit dans le *Mémorial de Rouen* :

« Depuis quelques jours, nous connaissons la disparition du citoyen Riancourt, commissaire central au Havre; mais la position de cet homme, qui avait possédé la confiance du précédent commissaire général, et occupait encore un emploi important, nous imposait une réserve que nous commandait aussi la crainte de paralyser l'action de la justice. Aujourd'hui que plusieurs journaux ont soulevé un coin du voile, nous pouvons dire ce que nous savons sur le compte de cet homme.

« Riancourt, auquel nous devons encore conserver un nom qui n'est pas le sien, n'est pas né non plus à Amboise, comme il le prétendait. Depuis dix-huit mois qu'il habitait Rouen, où il professait dans le pensionnat de M. J., sa conduite était des plus irrégulières; il ne fréquentait que les filles prostituées et les individus repris de justice. De ces derniers étaient Fouquet, libéré de trois condamnations pour vols simples et qualifiés, et pour faux.

« Ce malheureux, qui s'enivrait assez souvent, parlait avec très-peu de réserve de Riancourt devant d'autres amis qui connaissaient le caractère de ce dernier; ceux-ci avaient cru devoir avertir Fouquet de son imprudence, mais il n'en tenait compte; il n'avait rien à craindre, disait-il, d'un homme que d'un mot il pouvait envoyer à l'échafaud.

« Ces propos furent rapportés à Riancourt; son imprudent am fut appelé à Lillebonne, et, quelques jours après, nous annoncions que le cadavre d'un individu nommé Fouquet, et secrétaire du citoyen Riancourt, avait été trouvé criblé de coups de poignard dans un petit bois avoisinant la ville.

« A la première nouvelle du crime, les amis de Riancourt, qui connaissaient son caractère, l'en accusèrent, et il se contenta de dire : « C'était un bavard; il devait finir ainsi... »

« De cet instant, la police centrale de Rouen ne perdit pas de vue Riancourt; mais, forcée, par la position du coupable, à une grande circonspection, elle dut attendre la réunion de charges suffisantes avant de le dénoncer à l'autorité supérieure.

« Enfin les renseignements étaient complets, le doute n'était plus possible; la justice venait d'ordonner l'arrestation de Riancourt. Malheureusement cet homme avait eu l'habitude de se faire adjuer, comme récompense de ses bons et loyaux services, un poste qui le mettait à même, sinon de repousser les coups qu'il redoutait, au moins de s'y soustraire, et, sur un avis d'un de ses acolytes, il prétexta une mission secrète du commissaire général et disparut le 10 de ce mois.

« Espérons que la police, qui maintenant connaît parfaitement le soi-disant Riancourt, mettra bientôt la justice à même de lui demander compte et du meurtre de Fouquet et de plusieurs autres accusations capitales qui pèsent sur lui.

— On lit dans le *Mémorial de Rouen* :

« La nouvelle étant arrivée hier, en ville, que des désordres avaient éclaté à Louviers et nécessitaient une prompte et énergique intervention de la force publique, deux compagnies du 52<sup>e</sup> ont dû partir, dans l'après-midi, pour cette destination.

— Des troubles assez graves ont éclaté le 24 de ce mois à Calais. Des hommes égarés ont tenté de s'opposer à l'embarquement de quelques bestiaux destinés à l'Angleterre. Il a fallu convoquer la garde nationale et la troupe de ligne pour rétablir l'ordre; mais des pierres ont été lancées sur les gardes nationaux; plusieurs ont été atteints et blessés légèrement. Le juge de paix a été contusionné à la tête. L'embarquement n'a pu avoir lieu que vers trois heures du matin. Le procureur de la République et le sous-défet de Boulogne se sont transportés à Calais; une enquête est commencée.

— On lit dans le *Progressif de Fécamp* du 27 :

Avant-hier soir, à onze heures, a eu lieu dans notre ville un des tristes événements qui jettent partout la tristesse et le deuil.

Quatre ouvriers des ateliers nationaux étaient occupés à pratiquer une buse de communication entre le bassin à flot existant et celui que l'on commence. Ce conduit avait pour destination de faire écouler les eaux de la Retenue qui envahissent les chantiers et de les diriger vers l'avant-port.

Les deux tiers de la besogne étaient achevés, et, bien qu'on eût dit à ceux qui s'en étaient chargés qu'il y avait imprudence de leur part à ne point placer d'étaçon au fur et à mesure de leur travail, ils n'avaient écouté que leur désir d'en avoir plus vite fini.

Un éboulement survenant tout à coup vint prouver que les conseils qu'ils avaient refusé de suivre étaient bons; mais il n'était plus temps; trois d'entre eux étaient complètement ensevelis, tandis que le quatrième, à moitié pris sous le terre, parvenait à faire entendre des cris de désespoir et à appeler l'attention du préposé des douanes Thibault. Celui-ci parvint, non sans peine, à le débarrasser, puis ayant appris de lui qu'il n'était pas seul, il courut chercher quelques-uns de ses camarades qui, à l'aide de plusieurs ouvriers travaillant non loin de là, eurent le bonheur de retirer une des victimes donnant encore signe de vie.

On la transporta chez le citoyen Pannevel, sauvé lui-même il y a deux ou trois ans sous les décombres de sa maison, et il y trouva les secours les plus empressés.

Hâtons-nous de dire que cet ouvrier, qui se nomme Néel, n'a reçu aucune blessure qui puisse mettre sa vie en danger; il a été depuis conduit à l'hospice sur sa propre demande.

Cependant, la nouvelle de l'événement se répandait sur le quai; un grand nombre de citoyens, les douaniers de repos, avec leurs officiers en tête, accouraient pour prêter le secours de leurs bras et de leur intelligence. Jusqu'à deux heures du matin on travailla sans relâche, mais en vain; la mer montait, avec sa cruelle régularité, et venait enlever tout pouvoir de continuer les recherches.

Il fallut donc laisser, avec la certitude de ne les retrouver que morts, les deux malheureux que la terre avait engloutis. Hier, à huit heures seulement, on parvint jusqu'à leurs cadavres; l'un avait été effroyablement mutilé; l'autre semblait dormir au milieu de la couche de vase où il avait été étouffé.

Ces deux hommes s'appelaient Sery et Nouvel (dit Mallet). Le premier laisse six enfants et l'autre quatre.

Parmi les travailleurs qui ont montré le plus de zèle et de dévouement, on nous cite les citoyens Louiset, Pannever, Lemonnier, Palefray, Bouffay, Quillard, etc.

Plus de bras seraient offerts si l'événement avait été su plus tôt; mais ce n'est qu'hier matin, à neuf heures, qu'on a appris en ville et l'événement et ses tristes résultats.

## ASSEMBLEE NATIONALE.

Séance du 29 Mai.

PRÉSIDENCE DE M. BUCHEZ.

La séance est ouverte à 2 heures.  
Le procès-verbal est lu et adopté.

L'ordre du jour appelle le rapport de la commission des travailleurs.  
M. Sénart, vice-président, remplace au fauteuil M. Buchez.

M. DE FALLON, rapporteur. Citoyens, la commission que vous avez chargée d'examiner l'importante question des ateliers nationaux, est arrivée à cette conclusion que l'état actuel de ces ateliers ne pourrait être maintenu plus longtemps sans un grave dommage pour nos finances et la sécurité publique; le produit du travail qui s'y fait est nul, et les charges que ce travail impose sont des plus onéreuses.

L'état actuel des choses doit donc être modifié.

En conséquence, le comité propose le projet de décret suivant :

« Article 1<sup>er</sup>. Le travail a la tâche substitué sous le plus bref délai au travail à la journée.

« Il sera livré sans rabais, soit à des ouvriers associés, soit à des ouvriers isolés, suivant la nature des travaux.

« Art. 2. Des créances seront inscrites aux ministères de l'intérieur, des finances, des travaux publics, de l'agriculture et du commerce, pour racheter la reprise des travaux.

« Art. 3. Les ouvriers séjournant depuis moins de trois mois, qui ne pourraient justifier de leurs moyens d'existence recevront une feuille de route et de l'argent jusqu'à leur destination.

« Art. 4. Le présent décret sera applicable dans les communes du département où le conseil municipal le jugera à propos.

La chambre de l'île que la discussion commencera demain.

M. JULES BASTIDE. J'ai l'honneur d'annoncer à l'Assemblée que le Gouvernement belge vient de reconnaître la République française, que les représentants des deux pays ont échangé leurs pouvoirs. Il en est de même avec l'Espagne. J'espère que cette nouvelle vous fera plaisir. (Oui.)

M. TASCHEREAU. Je demande à M. le ministre des travaux publics de vouloir bien donner à l'Assemblée des détails sur la révocation de M. Emile Thomas et son départ pour Bordeaux. Les journaux contiennent une lettre de M. Emile Thomas qui affirme que c'est contre son



gré qu'il a été envoyé à Bordeaux sous la conduite de deux agents de police. Des explications sont nécessaires.

M. TRELAT, ministre des travaux publics. C'est le 12 de ce mois que j'ai été nommé ministre; j'ai demandé un état des ouvriers des ateliers nationaux: on me l'a toujours promis pour demain et jamais je ne l'ai eu. On m'a dit d'abord que le nombre des ouvriers était de 90,000, et ce chiffre se transformait immédiatement en celui de 95,000, puis de 100,000; puis on me disait: je ne sais plus. Il fallait faire un recensement. On a toujours varié sur ce chiffre qui m'était demandé par vous.

Le jour dont on parle on m'a dit qu'il était de 110,000. Cependant on disait ici, on me le disait sans cesse: «Faites-nous connaître la situation des ateliers nationaux. Que pouvait-on faire? Changer la direction, c'était impossible. Ce pouvoir que j'exerce seulement depuis quelques jours, et qui est déjà si pesant, me laissera dans le cœur le vif regret d'avoir fait quelque chose qui ait pu mériter les interpellations qu'on vient de m'adresser. (Non, non.) Le directeur des travaux me parlait toujours de craintes pour sa sûreté, pour sa vie.

M. Emile Thomas a été appelé dans le cabinet du ministre; il a accepté volontairement une mission; il a donné sa démission volontairement. Il a accepté librement la mission d'embrigader les ouvriers dans la Gironde et dans les Landes. Le ministre lui a dit dans un intérêt public et personnel: Eloignez-vous; prenez cette mission au sérieux. Il s'est éloigné volontairement: il a accepté.

J'ai bien sûr qu'il y a une autre chose; j'en subirai les conséquences dût-elle être votre blâme (interruption). Dans la journée, une réunion avait eu lieu au ministère; M. Emile Thomas l'avait remplie de contestations; il n'avait accepté des instructions qu'en disant qu'il les exécuterait sans en accepter la responsabilité. Était-il possible de continuer d'administrer ainsi?

Je n'ai pas d'autres explications à donner. (Très-bien! très-bien!)

M. Taschereau monte à la tribune, et déclare, au milieu des bruits, qu'il vient parler dans un esprit de conciliation, mais pour la liberté individuelle...

(L'ordre du jour.)

L'ordre du jour est mis aux voix et est rejeté après une épreuve douteuse.

M. Taschereau renouvelle son interpellation.

L'ordre du jour est mis de nouveau aux voix et est adopté.

M. LE PRÉSIDENT. J'ai reçu une lettre du prince Napoléon-Louis; je propose d'en donner lecture.

UN MEMBRE. On ne doit pas lire ces sortes de lettres.

M. DE LAROCHEJACQUELIN. On a lu des lettres des membres de la famille d'Orléans; pourquoi empêcherait-on la lecture d'une lettre de M. Napoléon?

UN MEMBRE. Je demande qu'on ne lise plus ces lettres des princes d'Orléans, de Bourbon et de Bonaparte. C'est un abus. (Très-bien!)

M. GERMAIN SARRUT. Je m'oppose formellement à la lecture de la lettre, que chacun peut déjà connaître; elle a rapport à un fait qui ne s'est point passé dans l'Assemblée; elle n'est qu'un bruit de journaux, passez-moi le mot, une sorte de cancan (hilarité). Cette lecture est inutile.

L'Assemblée consultée, décide qu'elle n'entendra pas la lecture de la lettre. (Agitation.)

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de décret relatif aux relations entre l'Assemblée nationale et la Commission du pouvoir exécutif.

Un membre parle contre le projet du décret présenté par la commission exécutive tout en déclarant qu'il n'a aucune intention de soulever une question de confiance qu'on saura aborder quand la situation l'exigera; il ne voit dans cette discussion qu'une question de dignité pour l'Assemblée nationale, qui ne doit pas se déjuger, et qui doit veiller elle-même à sa sûreté et à sa garde. Il vote contre le décret du Gouvernement et contre le projet amendé par la commission.

M. Gambon prononce au milieu du bruit et des interruptions un discours dans lequel il dit que l'on croirait souvent que l'Assemblée veut briser la commission exécutive, qu'il s'agit d'une question de confiance et d'une question de personne, résultat de l'impression qu'avait laissée dans l'esprit des représentants la conduite du pouvoir à l'égard des départements, conduite qu'il faut attribuer à l'égarement et à l'enivrement du succès. Il appuie le décret.

M. Trouseau se plaint de l'anomalie par laquelle nous enlevons au pouvoir la puissance dont il a besoin; il croit qu'on doit donner, dans un gouvernement démocratique, de la force au pouvoir. Il voudrait qu'on accordât au pouvoir le décret tel qu'il avait été proposé, et si l'amendement de la commission était rejeté, il voterait pour le projet du gouvernement. Il a partagé d'abord le sentiment de l'Assemblée lorsqu'on a présenté le décret; il a pensé que la commission oubliait son origine et tournait vite au majestueux. Toutefois, il rend hommage à la commission exécutive; il aurait accepté le projet parce qu'il aurait craint qu'en cas de dissentiment sur un point, les membres du Gouvernement présents aux séances eussent pu, dans la chaleur de l'improvisation, laisser percer des dissentiments. Mais comme la commission exécutive a adhéré à l'amendement de la commission, il n'insiste pas.

Venant à l'article relatif permettant de faire battre le rappel, il pense que le ministre de la justice ne l'a pas présenté avec une entière sincérité. (Exclamations) Il explique que le droit de battre le rappel ne se limite pas à ce droit proprement dit, mais au droit de requérir et de convoquer la force armée. Il soutient qu'on ne peut enlever au président le droit sur la force armée, droit qui est attribué à tous les magistrats de la République.

Arrivant à la question de la possibilité de la révocation de la commission exécutive; il proteste qu'il ne la traitera pas d'une manière irritante. Si l'Assemblée était en présence d'une sédition qui s'appuierait sur la minorité marchant avec la commission exécutive, la commission ne pourrait-elle pas exercer dangereusement le pouvoir de défendre l'Assemblée.

L'orateur veut que la question soit vidée autrement que par la propo-

sition de la commission. Il propose un amendement tendant à ce que le président ait le droit de faire battre le rappel et de prendre les pouvoirs déterminés par l'art. 85 du règlement de l'Assemblée.

M. Bougeau demande de pouvoir poser nettement la question de confiance, la question de succès, si on veut donner à la commission exécutive le plus rude des pouvoirs.

M. de Sainte-Beuve ne croit pas faire un acte d'opposition; il ne veut pas qu'il s'agisse ici d'une question de confiance et de cabinet, il déclare qu'il votera contre le décret du Gouvernement, et, ce décret, modifié par la commission, il répond sur ce qu'on a dit de l'incompatibilité qui existe entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif; que ce principe est incontestable dans un gouvernement constitué définitif, mais qu'il n'est pas applicable à la situation actuelle, car dans le pouvoir actuel, la commission exécutive n'est pas un pouvoir arrêté et déterminé.

Ce pouvoir appartient à l'Assemblée. Il ne comprend donc pas que la commission du gouvernement veuille s'isoler. Cette commission ne diffère pas des autres commissions que l'Assemblée a nommées (murmures), de la commission de constitution et d'autres.

Passant à l'art. relatif de faire battre le rappel, il déclare que l'Assemblée ne peut donner l'autorisation qui lui est demandée par la commission, car si le cas se présentait où il fallût révoquer les membres de la commission, comment le ferait-on s'ils avaient le droit de commander les troupes. (Aux voix.)

On demande la clôture.

M. Perrée parle contre la clôture; il déclare repousser l'art. 4 du décret. (Aux voix, aux voix; la clôture.)

L'Assemblée consultée, prononce la clôture de la discussion générale. Plusieurs amendements sont proposés par MM. Amable Dubois, Flandrin, Boulhier de l'Ecluse et Sainte-Beuve, et sont rejetés. Ces amendements devaient modifier l'art. 1<sup>er</sup> du projet de la commission.

M. F. de Lasteyrie dit que la commission n'a pas voulu faire éprouver un échec au Gouvernement. Elle souhaite que les membres du Gouvernement ne privent pas l'Assemblée de leur présence. (Bruit.)

M. LEDRU-ROLLIN, membre du Gouvernement. Je déclare que je ne vois aucune différence entre la rédaction du Gouvernement et celle de la commission, et si j'avais vu une modification, je ne serais pas resté au pouvoir. Nous n'avons pas voulu nous placer dans une sphère autre que celle de l'Assemblée. Vous voulons le possible, le pouvoir respecté; car il n'y a de pouvoir qu'à cette condition, et qu'importe que notre pouvoir soit intérimaire, surtout si on conserve notre action à l'extérieur.

La clôture est prononcée.

M. le président met aux voix l'art. 1<sup>er</sup>, conçu en ces termes:

Art. 1<sup>er</sup>. Les membres de la commission exécutive sont dispensés de prendre part aux travaux habituels de l'Assemblée nationale; mais ils rendront dans son sein pour donner les explications qui leur seront demandées, toutes les fois qu'ils y seront appelés par un message du président, sur la réclamation de quarante membres au moins.

Art. 2. La commission exécutive a toujours le droit d'être entendue. Ces deux articles sont adoptés.

M. LE PRÉSIDENT. Il y a un article qui avait été présenté par la commission exécutive et dont la commission a proposé le rejet; il est relatif au droit de prendre les mesures militaires.

M. LARABIT. Il faudrait savoir si le Gouvernement renonce oui ou non à cet article. (Mouvement.)

M. LE PRÉSIDENT. Le Gouvernement ne renonce pas à l'art. 4.

Le général Cavaignac, ministre de la guerre, craint que le commandement des troupes appartenant au président et en même temps, sur quelques points, au ministre de la guerre, il n'y ait conflit, malentendu entre ces deux ordres, et dès lors il en résulterait un malheur que l'unité du commandement et d'action peut seul éviter.

L'Assemblée doit-elle se dessaisir du pouvoir de se garder elle-même? Point du tout. Mais pour qu'il n'y ait pas de difficulté l'Assemblée n'aurait qu'à ordonner au pouvoir exécutif de se préoccuper de la défense de l'Assemblée. (Mouvement.) Dans les circonstances graves le président pourra requérir la commission exécutive de se rendre dans son sein et de lui ordonner de prendre les mesures nécessaires.

Je propose donc l'amendement suivant: «En cas d'attaque à la sûreté des délibérations de l'Assemblée nationale, le président ordonne, au nom de l'Assemblée, à la commission exécutive de prendre toutes les mesures nécessaires. (Agitation.)

M. Bureaux de Puzi combat la rédaction du général Cavaignac.

M. Marie, membre du gouvernement, appuie la proposition du général Cavaignac.

M. Bac attribue le malheureux événement au conflit de deux commandements et non pas à l'absence d'une force suffisante. (Oh! oh!)

A quoi bon demander que la commission s'oblige à veiller sur l'Assemblée nationale, puisque c'est la plus sacré devoir comme il est le premier.

M. Bonjean persiste dans son opinion. (Bruit sur tous les bancs.)

Le général Cavaignac monte à la tribune.

(Diverses exclamations s'élèvent de toutes parts.)

M. le président réclame le silence.

M. Bureaux de Puzi monte à la tribune. (Non! non!) Il croit qu'on a attaqué les questeurs; il est fréquemment interrompu. (La clôture!)

L'agitation gagne toute l'Assemblée.

L'orateur dit en finissant qu'il a cru se défendre, attendu qu'on a accusé les questeurs.

M. le Président donne lecture de l'art. 56 du règlement de l'Assemblée.

L'Assemblée décide que l'amendement du général Cavaignac sera envoyé à la commission.

La séance est levée à six heures et demie.

L'Assemblée se réunira demain à une heure.

## NOUVELLES DIVERSES.

Un journal, dont le succès, surtout en ce qui concerne sa vente sur la voie publique, excite presque chaque jour les récriminations de la presse ultra-républicaine, qui le signale comme l'organe presque officiel du parti de la régence, l'Assemblée nationale, vient, dit-on, d'être l'objet d'une transaction qui ferait passer la moitié de sa propriété et direction politique entre les mains de M. Molé.

Si les renseignements que l'on nous transmet à cet égard sont exacts, l'ex-préfet de Périgueux et de Tours, M. Romieu, prendrait une position importante dans la rédaction de cette feuille, qui, depuis quelques jours déjà, a cessé de se montrer hostile à M. Lamartine, qu'elle avait pris antérieurement pour point de mire de ses attaques.

On annonce depuis quelques jours, à grand renfort de réclames d'affiches et de prospectus, la publication d'un nouveau journal: le *Lampion*. Il est vraiment malheureux pour M. Romieu d'avoir été devancé par M. Villemessant dans le choix de ce titre, qui eût convenu, sans aucun doute, au fruit de ses élucubrations, et pour lequel il peut, croyons-nous, réclamer des droits de priorité.

On lit dans le *Journal des Débats*.

C'est à tort que l'on a annoncé que M. Mignet avait été révoqué de ses fonctions de directeur des archives du ministère des affaires étrangères. M. Mignet s'est démis lui-même de ses fonctions.

Nous avons déjà parlé de M. de C..., qui épousa, il y a quelques années, une dame russe, qui a lutté à Berlin contre le rétablissement de la nationalité polonaise. Nous étions en droit de croire que le citoyen ministre des affaires étrangères purgerait la diplomatie républicaine de tous les élèves de Polignac. Quel n'a pas été notre étonnement de lire dans un journal de ce matin, que cet ex-diplomate du droit divin vient d'être nommé représentant de République aux Etats-Unis! Que diront les descendants de Washington en voyant arriver cet ambassadeur fleurdéliné? Ils douteront que la France ait adopté le système républicain, et certes ils n'auront pas tort, si le Gouvernement de février choisit pour ambassadeurs des hommes du vieux régime.

(Réforme.)

## Lisez

L'ARGOT ET JARGON  
des Filous et des hommes dangereux

PAR

ALEXANDRE PIERRE

Directeur de l'administration des Recherches et Renseignements

27 rue des Noyers 27

Se vend sur la voie publique.

LA LOI DU PEUPLE, par les citoyens Deschapelles et O'Reilly.

Prix: 25 cent.

Henri GIRALDON, éditeur, rue de Seine 16.

## Bourse de Paris du 29 Mai.

## FONDS FRANÇAIS.

3 0/0.....	49	3 0/0.....	70 75
4 1/2.....	54	Banque de France.....	1320
		Oblig. de la ville de Paris.....	

## CHEMINS DE FER.

Saint-Germain.....		Fampoux à Hazebrouck.....	
Obligations anc.....		Avignon à Marseille.....	220
— nouv.....		Strasbourg à Bâle.....	87 50
Versailles (rive droite).....	120	Obligations.....	
Obligations anc.....		Mulhouse à Thann.....	
— nouv.....		Bordeaux à la Teste.....	
Versailles (rive gauche).....	400	Montpellier à Cette.....	
Paris à Orléans.....	565	Cette à Bordeaux.....	
Obligations.....		Paris à Sceaux.....	
Orléans à Bordeaux.....	595	Montereau à Troyes.....	
à Vierzon.....	257 50	Amiens à Boulogne.....	
Paris à Rouen.....	402 50	Dieppe à Fécamp.....	
Obligations.....		Paris à Lyon.....	510
Rouen au Havre.....	200	Tours à Nantes.....	337 50
Obligations.....		Paris à Strasbourg.....	555
Nord.....	335	Andrézieux à Roanne.....	

## CANAUX.

Quatre Canaux.....	765	Canal de Bourgogne.....	
Jouissance.....		Jouissance.....	
Trois Canaux.....		Canal de la Sambre.....	

Le Rédacteur en chef, BENJAMIN LAROCHE.

Le Directeur gérant, J.-B. GIRALDON.

Paris. — Imprimerie Schœnberger, rue d'Erfurth, 1.